Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2018

Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

---

Editorial : Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Christine Margetic et Bernard Charlery de la Masselière

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/27629>

DOI : 10.4000/belgeo.27629

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Christine Margetic et Bernard Charlery de la Masselière, « Editorial : Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2018, mis en ligne le 17 octobre 2018, consulté le 08 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/27629> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.27629>

Ce document a été généré automatiquement le 8 février 2023.

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Editorial : Patrimoine, environnement et développement : sens et contresens pour l'espace rural en Afrique

Christine Margetic et Bernard Charlery de la Masselière

- ¹ Dans le cadre des Journées 2017 de la Commission de géographie rurale du Comité national français de géographie, un colloque international a été organisé à Moshi (Tanzanie), orienté autour des liens entre, d'une part, patrimoines et environnements, et d'autre part, patrimoines et développement, dans des contextes – spatiaux, sociaux – où peuvent se télescoper des logiques relevant de différents niveaux géographiques. Sur ces entrées, trois questions principales hantent le débat international : la durabilité des environnements, la persistance des inégalités entre personnes, régions, nations, et une certaine anxiété concernant la croissance économique et le progrès technologique qui portent un développement trop souvent sans regard pour les patrimoines naturels, historiques et immatériels des populations concernées (Charlery de la Masselière, 2013). Ces questions entrent en résonnance de manière particulière dans des espaces ruraux de plus en plus convoités au Nord comme au Sud (Poulot, 2012), selon des modalités qui obligent à intégrer le temps long pour cerner certains dysfonctionnements ou processus clivants (Charlery de la Masselière, 2014). Associer les termes de *patrimoine, environnement et développement* conduit alors à s'interroger sur les enjeux à relever, ces espaces devant faire face à des défis contradictoires : entre développement économique et gestion environnementale, entre renforcement des identités locales et pression démographique induisant des processus de mobilités et de migrations multiformes, entre besoin d'intégration et de cohésion territoriales et accroissement des inégalités sociales et spatiales, etc. Il s'agit ainsi de savoir la façon dont des objectifs économiques, environnementaux et sociaux peuvent être combinés avec succès pour faire avancer et renforcer la cohésion régionale à différentes échelles spatiales.

- 2 Les textes réunis pour ce numéro viennent en continuité du colloque de Moshi après diffusion d'un appel à textes en septembre 2017. Dans cet appel, l'accent mis sur le *sens et contresens de l'espace rural* invitait à s'interroger sur les racines qui peuvent servir de support à un développement dans un contexte de confrontation croissante entre acteurs, d'appropriation des ressources pour des objectifs parfois contradictoires avec les aspirations locales ou d'une possible dilution du rural dans sa relation à la ville. Mais surtout, il invitait à se demander ce que les populations rurales ont elles-mêmes à transmettre. Cette question est d'autant plus cruciale en Afrique où existe une constante ancienne : le rôle de la colonisation et les formes induites (cf. plantations, estates), puis l'appropriation des ressources « à valeur économique » par les élites. Les approches retenues par les auteurs ciblent chacun des trois termes selon des intensités et des priorités variables, dans une diversité de milieux (gradient ville-campagne) et de terrains (de pays du Maghreb à l'Afrique intertropicale).
- 3 Au préalable, il importe de revenir rapidement sur la notion de développement en la mobilisant en tant qu'élément de compréhension de l'évolution des sociétés. Avant tout lié aux avancées de la technologie, souvent il va de soi, de même que l'accumulation ou le progrès ; pour autant, il est décliné à partir d'une multiplicité d'adjectifs qui montrent d'une certaine manière son incomplétude, d'autant que le sens du terme varie selon les perspectives (développement rural *versus* Nord ou Sud). Certains d'ailleurs le fustigent, comme Serge Latouche (2001) pour lequel il signifie inégalités, destruction de l'environnement et des cultures. Une question possible, qui ne sera pas résolue ici, est de se demander par quel autre terme le remplacer ?
- 4 Un constat similaire vaut pour le terme de patrimoine. Pour qu'un héritage soit patrimonialisé, il faut nécessairement un événement déclencheur qui remette en cause son usage antérieur et/ou sa conservation (Di Méo, 2008). Par suite, ce terme porte en lui deux acceptions : l'une liée à ce qui a disparu, l'autre portée par ce qui doit survivre ou ce qui doit être dit du passé (Héritier et Guichard-Anguis, 2008). Son intrusion invite donc à penser tant les temporalités que les objets mobilisés ou mobilisables, puisque de fait, le patrimoine suggère des opérations de sélection d'objets et/ou de sites qui servent à témoigner, à transmettre ou à dire quelque chose au présent – voire du présent – et au futur¹. Si sa fabrique en Afrique noire est encore peu explorée² (Calas et al., 2011) malgré un potentiel reconnu, cela tient sans doute à l'absence d'appropriation formelle par l'Etat et/ou par les populations locales des dimensions culturelles et mémorielles du développement. Par exemple, défini fin des années 1990 afin de penser la difficile conciliation du développement et du respect de l'environnement, le concept de patrimonialisation de la nature rend compte de ce décalage, puisqu'il s'agit de prévenir la dégradation du milieu naturel en s'appuyant sur des représentations culturelles vues comme incontournables pour penser des réalisations adaptées au local et pérennes (Dugast, 2002).
- 5 L'article introductif de Bernard Charlery de la Masselière donne à lire cette ambiguïté quand on déporte son regard sur les espaces ruraux. En effet, une difficulté à y relier patrimoine, environnement et développement tient au fait que le monde rural produit une accumulation et une juxtaposition de lieux dans la sédimentation et l'érosion de leur histoire situées (aux échelles locales), en lien avec des processus généraux plus englobants (aux échelles nationale et subcontinentale par exemple). Ces lieux subsistent bien au-delà des circonstances qui les ont façonnés, comme héritage matériel et comme manière de vivre, et on peut se demander en quoi ils peuvent

constituer un patrimoine pour les populations qui en vivent. C'est sans doute ce qui détermine le fort attachement au terroir local ou au village comme lieu central, port d'attache concret ou imaginaire. Mais quand l'espace local s'ouvre, si tant est qu'il ait jamais été totalement borné, se pose alors la question de l'intégration structurelle des populations et des ressources à d'autres échelles, à d'autres façons de pratiquer l'espace et d'user du monde. Patrimoines et environnements hérités sont alors des ressources potentielles pour positionner les acteurs locaux sur des échiquiers politico-économiques qui les dépassent souvent.

- 6 Cette problématisation à partir d'échiquiers politico-économiques discriminants quant aux facettes des développements privilégiés se retrouve dans la majorité des articles retenus. Et si la référence patrimoniale est ce qui permet de comprendre comment s'organise la préservation de l'identité du monde, de la société ou de groupes sociaux, à l'encontre d'une « simple » relation marchande qui occulte la question de la reproduction (Dugast, 2002), alors le développement découle d'une construction sociale multiacteurs, fruit de la revendication d'un espace comme territoire, non sans heurts éventuellement. L'exemple de la patrimonialisation des espaces naturels est intéressant pour aborder cette dualité, parfaitement institutionnalisée à Madagascar alors que complètement déniée au Grand Kasaï.
- 7 Assez classiquement, on relève de fréquentes discordances entre les patrimonialisations officielles, souvent exogènes, et celles des communautés locales (Cormier-Salem et Roussel, 2002). Madagascar ne fait pas exception selon un effet balancier entre les « communautés de base » et l'Etat, même si, à partir des années 1990, la politique environnementale associe explicitement développement et conservation, et vise leur participation dans la gestion des ressources naturelles locales (Aubert, 2002). A partir de l'exemple de la réserve forestière d'Anjà située au sud-est de l'île, Narindra Hajatiana Rakotoarijaona met bien en perspective à la fois les références conceptuelles de la forêt et son appropriation *a posteriori* en tant que patrimoine à l'initiative de pionniers qui réussissent à mobiliser la population locale autour d'un projet d'écotourisme. La requalification de la forêt est alors passée par la mise en place de règles élaborées, acceptées et légitimées au niveau local, qui confortent le sentiment d'appartenance à un même groupe. Original à l'échelle malgache, le mode de coordination collectif progressivement construit reflète l'identité, l'histoire et la culture d'une population qui trouve de nombreux avantages à un modèle « vertueux » plus adapté que les règles étatiques avant tout coercitives.
- 8 Le contexte est tout autre dans la région du Grand Kasaï en République démocratique du Congo. Kabata Kabamba en dresse un tableau assez sombre entre multiples conflits autour des ressources naturelles couplés à de constantes recompositions territoriales. L'appropriation foncière d'une part, le contexte socioéconomique d'autre part s'alimentent pour aboutir à un sentiment d'abandon et de frustration de la part de populations captives, prises en étau entre les pouvoirs d'Etat et coutumier traditionnel.
- 9 Dans l'absolu, protéger la nature constitue une initiative louable qui n'est pas sans soulever rapidement la question du sens qu'elle peut revêtir. Si la notion de patrimoine est associée à l'idée de « bien commun », sa construction est rarement consensuelle, mais portée par certains groupes en particulier, qui cherchent à faire valoir un point de vue, un intérêt particulier (Di Méo, 2008). Dans l'introduction d'un numéro de la revue *Géographie et Cultures*, Eric Glon et Christelle Hinnewinckel (2009) s'interrogent ainsi sur l'intérêt de poser la question « Protéger la nature, est-ce protéger la société ? » ou

« autrement dit, protéger la nature, n'est-ce pas aussi protéger des intérêts en place, un ou des ordres établis ? ». Ces questions sont d'autant plus d'importance que la patrimonialisation (de la nature) s'accompagne le plus souvent de changements dans les niveaux de gestion ou les règles d'appropriation de biens communs reconnus à l'échelle d'une communauté villageoise dans la majorité des cas. Parmi les processus liés à une telle dynamique, la création d'espaces protégés aux statuts divers s'est imposée à partir des années 1960 sur la scène politique et juridique mondiale. L'adjectif « protégé » renvoie à l'idée que les espèces et leurs milieux de vie nécessitent d'être « enfermés », cet « enfermement » traduisant une certaine conception de la nature (quelle nature doit-on conserver et pourquoi faut-il l'enfermer pour la protéger ?) et réinterrogeant les interrelations société/environnement et les politiques publiques qui définissent le cadre normatif (Amelot et André-Lamat, 2009). Construction socio-spatiale, l'outil « aire protégée » survalorise des lieux tout en disqualifiant par ricochet d'autres espaces et des populations. En Tanzanie, l'un des pays d'Afrique où le tourisme lié aux safaris dans les parcs nationaux est le plus important, François Bart démontre les interactions entre les aires protégées et les espaces agro-pastoraux. Ciblanc les espaces et lignes de contact entre ces deux types d'espaces, il pose les enjeux socio-politiques du développement, et le rôle du tourisme dans la dépossession des éleveurs de leur parcours, ainsi que le rôle d'une diversité d'acteurs, d'origine nationale (l'Etat) ou étrangère (organisations internationales, lobbys environnementaux). Ces parcs sont ainsi l'objet et le support d'instrumentalisations multiples qui éloignent toute possibilité d'avènement d'une justice spatiale : lieux de tourisme pour les occidentaux, lieux d'affichage pour les gouvernements, lieux d'exclusion bien souvent pour les communautés.

- 10 Cohabitation et domination : ces deux termes résument les deux forces patrimonialisantes qui s'opposent même si elles peuvent coexister en un territoire donné : l'une, officielle, procède de l'État, de ses élites ou d'acteurs étrangers quand l'autre, alternative, procède de groupes de la société civile. Différentes formes de légitimités s'expriment, parfois à l'origine de formes de mobilisations collectives, fédérant des groupes d'intérêt et des acteurs aux objectifs parfois éloignés. La reconnaissance par l'Unesco de la notion de « patrimoine culturel immatériel » en 2003 amplifie les possibles car elle ouvre sur des pratiques sociales diversifiées (artisanat, manifestations ritualisées, traditions, spectacles, cultures orales, etc.) devant faire l'objet d'une conservation en raison de leur caractère rare, singulier, et de leur valeur à l'échelle de l'humanité (Bortolotto, 2011). Parfois, elle peut créer des tensions liées au rejet d'une telle reconnaissance par d'autres groupes sociaux, d'autant qu'en pratique, les acteurs s'appuient plutôt sur une conception européenne du patrimoine, terme français dont le champ sémantique s'est largement étendu. Ce dernier point est évoqué par Mathilde Bielawski pour l'île de Djerba. Fragilisé par l'avènement du tourisme de masse, le mode traditionnel d'occupation du sol, celui du *menzel* et du *houch*, est érigé en patrimoine culturel par des habitants dénonçant la destruction et la disparition du mode de vie insulaire associé. L'activation d'un projet de classement par l'Unesco a produit des constructions symboliques opposées de la notion même de *turâth* (terme arabe pour patrimoine) ; or, cette référence normée liée à une reconnaissance internationale n'est pas comprise par tous, qui l'associent à la fois au bâti, aux savoir-faire et aux savoir-être.
- 11 La question de la pérennité d'un mode de vie spécifique se pose de manière sensiblement identique dans la Vallée du M'zab en Algérie, comme le démontrent Imen

Bensalah et ses co-auteurs. Le classement des *ksour* et de leurs palmeraies au patrimoine de l'humanité par l'Unesco du fait de spécificités architecturales et urbaines n'arrête pas leur délitement tant au niveau du bâti (construction d'autres formes d'habitat) que de l'environnement oasien. En fait, la question du patrimoine exprime ici un enjeu ouvertement politique puisque les lois coutumières permettent de transgresser cet espace afin de maintenir la cohésion sociale et la fermeture de la société mozabite sur elle-même. Et la réponse de l'Etat s'avère inadaptée par rapport à l'enjeu de préservation de ce secteur sauvegardé.

- 12 Décentrer le regard sur les autochtones dans de tels périmètres de nature préservée renvoie à un autre problème crucial. Leur application peut paraître socialement difficilement acceptable en raison de leur exclusion croissante dans le même temps où diverses évolutions du schéma conservacionniste aboutissent à la mise en place de trames ou corridors ayant pour objectif de relier des secteurs protégés entre eux afin d'assurer une continuité entre fragments de nature et prendre ainsi en compte le caractère dynamique de cette dernière. Cette forme renouvelée de spatialisation des initiatives de protection relève d'un processus de dépatrimonialisation, par dépossession du foncier. Dans la vallée du Kilombero en Tanzanie, Adriana Blache explore les continuités/discontinuités qu'induisent les dynamiques contemporaines associées à de tels corridors et à l'édiction de clusters de modernisation agricole verte. Présent aux périodes coloniale et postcoloniale comme outil de légitimation, de restriction et de contrôle de l'espace dans les réserves, le modèle stratégique et de planification du SAGCOT amplifie désormais l'objectif récurrent de préservation/conservation d'une « Nature » idéalisée mais exploitée dans ses interstices ! Dans ce modèle de développement libéral « verdissant », les populations sont « niées », même si des formes (diverses) de réappropriation de l'espace sont observables.
- 13 Une même pression sur les ressources naturelles aboutit à un résultat sensiblement différent au Kenya selon Stefania Albertazzi et ses co-auteurs. Pourtant classée réserve forestière, la Forêt Mau subit un processus de déforestation intense à l'instigation des Britanniques puis de politiques (dont le président) au profit d'importants projets agricoles ou d'infrastructures pour l'accès à l'eau. Pour l'ethnie Ogiek alors marginalisée, outre sa reconnaissance, l'enjeu a consisté en la création d'associations communautaires de gestion de la Forêt à même de porter des stratégies de développement alternatives et de limiter la déforestation.
- 14 Ces deux articles montrent combien le sens donné aux espaces par le pouvoir politique se heurte frontalement ou de manière excluante au contresens promu par les populations autochtones. Hors les périmètres de protection, un décalage existe aussi entre les modes de gestion des ressources (eau, terre, forêt) par les communautés locales et les objectifs plus économiques et commerciaux des institutions nationales et internationales. De fait, si les premières s'appuient sur d'anciennes règles et des savoirs ancestraux, les secondes peuvent leur dénier ces savoirs et même leurs droits sur les ressources. Cette réalité prend souvent forme autour de la ressource « eau », qui oblige à articuler l'espace (la vallée) et des pratiques traditionnelles (l'irrigation grâce à une gestion patrimoniale de la décrue) ou modernes (barrages). Prenons l'exemple des barrages, leur aménagement aboutit à un changement important du régime des eaux, du paysage agricole, pouvant générer des conflits d'accès à mesure de la raréfaction de la ressource. Dans la vallée du fleuve Sénégal, Laurent Bruckmann met en perspective deux logiques de développement rural : l'une reflète des politiques publiques

construites sur une lecture économique descendante des usages de l'eau ; l'autre érige la crue comme support à une agriculture irriguée « naturelle » exploitée par les populations de la vallée. D'une certaine manière, les autochtones ont été dépossédés puisque le développement privilégié marginalise les activités traditionnelles et dénigre les savoirs locaux et les patrimoines fonciers et naturels. De plus, les barrages favorisent d'autant plus souvent des stratégies individualistes que toute référence à un « patrimoine commun » pour les populations locales est inconcevable (Salem-Cornier et Roussel, 2002).

- 15 Cette contribution pose ainsi la question de la gouvernance et des modalités de sa construction pour tendre vers un développement plus intégré. Dans le nord de l'Ouganda, depuis les années 1970 a été favorisée l'irrigation à grande échelle. Ainsi, les projets d'aménagement des marais d'Olweny en région Lango et des monts Agoro ont été pensés pour la création d'espaces rizicoles à partir d'une visée technocratique et par le haut. Par suite, Charlotte Torretti montre que la durabilité de la gestion des ressources a été affaiblie à différents degrés, surtout en raison d'une déstructuration des institutions autochtones mise en oeuvre depuis le colonialisme et illustrée par différentes dynamiques d'adaptation post-conflit. Si dans le discours des donneurs d'ordre internationaux ou des agences gouvernementales, ces régions sont souvent décrites comme partageant une histoire, une culture et un environnement fortement homogènes, dans les faits, la gestion en patrimoine commun de l'eau dénie encore les populations locales et leurs pratiques.
- 16 Patrimoine par excellence, le foncier est aussi un marqueur de cette dualité. Pour aborder son processus de construction, on peut s'appuyer sur la distinction opérée par Maria Gravari-Barbas (citée par Verschambre, 2007) entre fonction légitimante, identitaire et valorisante du patrimoine. En premier lieu, la fonction légitimante renvoie aux capacités d'intervention dans la sphère publique, d'infléchissement de l'aménagement de l'espace que donne la maîtrise d'un patrimoine et le prestige qui y est associé. L'entrée par le foncier conduit à poser la question de son accès et de la représentation de ses attributs immatériels de la vie sociale, notamment dans un contexte de « fin des terres » réelle ou imaginée. Dans le Pays Gouin au sud-ouest du Burkina Faso, Patiende Pascal Nana évoque des équilibres locaux labiles, l'afflux de migrants pesant sur la « générosité » des autochtones (don, prêt). Dans cette nouvelle zone de colonisation agricole se diffusent de nouveaux ajustements fonciers ayant pour support des formes monétarisées (vente et location). L'effacement des mécanismes de régulation traditionnelle et symbolique d'accès se couple avec un glissement des formes de régulation traditionnelle et religieuse vers une régulation plus libérale dominée par l'apparition de papiers (reçus de vente) établis par des nouvelles formes d'autorité.
- 17 Cette remise en cause des rapports économiques et sociaux peut induire de nouveaux enjeux environnementaux. Dans les monts Bamboutos (Cameroun), Hervé Tchékoté et ses co-auteurs insistent sur ce point, l'intensification agricole liée à la reconversion paysanne après la crise du café des années 1970 dans le vivrier marchand et le maraîchage étant source de potentielles pollutions et de pressions sur la ressource en eau. Alors que la terre est l'objet de multiples convoitises pour satisfaire les besoins en termes de productivité, ses modes d'accès sont plus opaques, monétaires, voire informels, et de cette complexification découle un certain délitement rural, les rapports de confiance se restreignant.

- 18 La fonction identitaire du foncier renvoie au lien ou au capital social, à la distinction que permet l'appropriation collective du patrimoine. Dans un contexte oasien au Maroc, David Goeury met en avant le danger de limiter le bien foncier à sa seule dimension de patrimoine naturel appréhendé au travers d'un passé idyllique marqué par une gouvernance singulière, la démocratie collective, par opposition à l'autoritarisme et à la corruption des administrations contemporaines. De commun foncier voué à des pratiques agricoles progressivement mises en scène, les héritiers ont privilégié la dimension iconographique de l'oasis promue commun urbain, et les fondements civiques articulés autour de l'engagement du faire ensemble comme praxis citoyenne ont été progressivement occultés.
- 19 Enfin, la fonction valorisante renvoie aux retombées économiques du foncier (par exemple : tourisme, valorisation immobilière...), à son renchérissement source de conflits d'usage, alors que, dans la compétition entre fonctions, l'espace agricole est généralement discriminé négativement. Ce constat vaut sur la commune littorale de Diembéring au Sénégal comme le démontrent Abdourahmane Mbade Sène et Idrisa Lamine Diémé, non sans controverses quant aux impacts de l'essor de l'industrie touristique et du recul de la riziculture (création d'emplois *versus* insécurité alimentaire croissante ou effritement des liens sociaux). Maintenir la culture d'un riz porteur de fonctions économique, sociale, culturelle ou environnementale suppose l'élaboration d'un document prescriptif d'occupation et d'affectation des sols, ce qui s'avère une constante dans plusieurs articles de ce numéro.
- 20 Le dernier article proposé par Mabetty Touré permet de constater l'ambiguïté entre ces trois fonctions du patrimoine et leurs potentielles articulations/désarticulations au fil du temps en explorant les processus en cours autour de l'appropriation/valorisation du néré en Haute-Guinée. La fonction légitimante passe par la valeur symbolique de cet arbre de paix sous la responsabilité de la femme, qui induit « la promotion de l'estime de soi grâce à la reconnaissance identitaire qu'elle induit » (Calas et al., 2011, p. 1). De génération en génération, les femmes ont acquis un savoir-faire reconnu, et cet ensemble tant matériel (l'arbre) qu'immatériel (les savoirs) forme un patrimoine reflet de « l'acte territorialisé de fondation et d'alliance qui détermine des droits et des devoirs sur un espace » (Demeulenaere, 2002). Pour autant, cette patrimonialité se trouve menacée par les revendications croissantes de propriété par des hommes soucieux de bénéficier de sa fonction valorisante, donc marchande.
- 21 Ce numéro n'avait pas la prétention de couvrir toutes les facettes des combinaisons possibles entre les trois termes *patrimoine, environnement et développement*. Il apporte néanmoins des éclairages sur les manières dont les communautés s'en emparent parfois par paire, parfois en croisant les trois dimensions, parfois en opposition (pertinence non évidente de la notion de patrimoine pour certaines cultures). Levier de développement et de changement social, les choix en matière d'aménagement-développement évoqués reflètent plutôt des logiques d'extraction plus que de développement (même si le discours véhiculé affirme le contraire), soit une approche de la patrimonialisation qui induit exclusions, marginalisations et stigmatisations. Les inégalités se creusent (Racaud, 2016). Le thème de la marge – pris comme contresens – est ainsi indissolublement associé à celui du développement d'autant que les politiques de développement (rural/agricole) n'ont jamais pour finalité de conforter les autochtones (petits paysans).

BIBLIOGRAPHIE

- AMELOT X., ANDRÉ-LAMAT V. (2009), « La nature enfermée ou l'aire protégée comme norme de protection d'un bien commun menacé », *Géographie et cultures*, 69, pp. 81-96.
- AUBERT S. (2002), « La gestion patrimoniale des ressources forestières à Madagascar. Limites et perspectives d'une "révolution par le haut" », in CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J. & ROUSSEL B. (éd.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD Editions, pp. 101-124.
- BORTOLOTTO C. (2011), *Le patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 252 p.
- CALAS B., MARCEL O. & DELFOSSE C. (2011), « Patrimonialisations en Afrique », *Géographie et cultures*, 79, pp. 5-10.
- CHARLERY de LA MASSELIÈRE B. (2013), « Systèmes spatiaux, systèmes de ressources et identités : redéfinir les contextes des dynamiques territoriales », in CHARLERY de LA MASSELIÈRE B., THIBAUD B. & DUVAT V. (dir.), *Dynamiques rurales dans les pays du Sud. L'enjeu territorial*, Toulouse, PUM, pp. 9-18.
- CHARLERY de LA MASSELIÈRE B. (2014), *Penser la question paysanne en Afrique intercontinentale*, Toulouse, PUM, 176 p.
- CORMIER-SALEM M.-C., ROUSSEL B. (2002), « Introduction », in CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J. & ROUSSEL B. (éd.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD Editions, pp. 15-27.
- DEMEULENAERE É. (2002), « Le Moringa stenopetala est-il l'arbre des Konso ? », in CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J. & ROUSSEL B. (éd.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD Editions, pp. 371-401.
- DI MÉO G. (2008), *Processus de patrimonialisation et construction des territoires*, Colloque « Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser », septembre 2007, Poitiers-Châtelleraut, Geste éditions, pp. 87-109.
- DUGAST S. (2002), « Modes d'appréhension de la nature et gestion patrimoniale du milieu », in CORMIER-SALEM M.-C., JUHÉ-BEAULATON D., BOUTRAIS J. & ROUSSEL B. (éd.), *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*, IRD Editions, pp. 38-78.
- GLON É., HINNEWINKEL C. (2009), « Introduction », *Géographie et culture*, 69, pp. 3-10.
- HÉRITIER S., GUICHARD-ANGUIS S. (2008), « Présentation », *Géographie et cultures*, 66, pp. 3-10.
- LATOUCHE S. (2001), « Les mirages de l'occidentalisation du monde. En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, pp. 6-7.
- POULOT M. (2012), « Le développement rural au sud et au nord : enjeu d'une géographie rurale "indifférenciée" », *Enquêtes rurales, Géographie rurale et interdisciplinarité*, 14, pp. 23-43.
- RACAUD S. (2016), « Coexistence des mondes ruraux et des agricultures dans les Suds », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 273, pp. 15-42.
- VESCHAMBRE V. (2007), « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace », *Vox géographique*, <https://docplayer.fr/15690969-Le-processus-de-patrimonialisation-revalorisation-appropriation-et-marquage-de-l-espace.html>.

NOTES

1. Cette sélection peut s'avérer volontaire, administrative, destinée à porter l'attention sur un objet ou un site en raison de son caractère représentatif.
2. Un même constat vaut pour le patrimoine naturel dans les régions africaines et malgaches (Cormier-Salem et Roussel, 2002).